

Maitrise d'Ouvrage

Centre Hospitalier de Gonesse

2 Boulevard du 19 mars 1962
95 500 - Gonesse



Concerne :

Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Gonesse

52-58 rue Albert Drouhot
95 500 – Gonesse

CCTP

(Cahier des Clauses Techniques Particulières)

LOT N° 05

ASCENSEUR / MONTE-PMR

Maitrise d'œuvre d'exécution :

SELECTE
39 Boulevard Pierre Raunet
94 370 -Sucy-en-Brie



Sommaire

1. Généralités	3
1.1. Objet de la consultation	3
1.2. Spécifications techniques générales	3
1.2.1. Réglementations	3
1.2.2. Spécifications d'ordre général	3
1.2.3. Dispositions de sécurité contre l'incendie	4
1.2.4. Vérification des quantités du DPGF	4
1.2.5. Coordination avec les autres corps d'état	4
1.2.6. Connaissance des lieux	5
1.2.7. Phasages travaux et planning	5
1.2.8. Déblais	5
1.2.9. Nettoyage	5
1.2.10. Respect des règles d'hygiène et sécurité	5
1.2.11. Documents de référence	5
1.2.12. Documents à fournir	5
1.2.13. Responsabilité de l'entrepreneur	6
1.2.14. Spécificité propre au présent lot	6
2. Description des travaux	9
2.1. Etudes	9
2.2. Ascenseur PMR	9
2.3. PSE - Contrat de Maintenance	9
2.4. Nettoyage	10
2.5. Gestion des déchets	10

1. Généralités

1.1. Objet de la consultation

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au lot Ascenseur / Monte-PMR nécessaire à la rénovation de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Gonesse, pour le compte du Centre Hospitalier de Gonesse, et permettre aux entreprises consultées d'établir les propositions, sans restriction ni réserve.

L'offre devra obligatoirement correspondre au projet de base, en respectant les prestations définies dans le cadre du bordereau quantitatif estimatif joint.

L'entrepreneur pourra s'il le juge nécessaire, compléter ce document par des articles quantifiés et valorisés qui ne seraient pas portés sur le bordereau.

Toute réserve sur la conception du projet devant être formulée au moment de la consultation. Après désignation de l'entreprise, les réserves émises ne pourront en aucun cas, dégager la responsabilité de l'entreprise.

Les indications données au présent chapitre ne pourront, en aucun cas, être considérées comme exhaustives. Il appartiendra à l'entrepreneur de vérifier, voire de corriger les quantités, s'il s'apercevait d'une erreur à l'issue de son étude et de ses enquêtes sur place, il va de soi qu'aucun supplément ne sera accordé à l'entreprise sur les quantités qui pourraient être réclamées en dehors de celles figurant sur son devis.

Les articles doivent être "éclatés" et complétés, par une description précise des ouvrages à réaliser.

Il est rappelé que le prix traité sera forfaitaire. L'entrepreneur devra donc prévoir tous travaux de sa spécialité nécessaires à un achèvement complet et parfait à la réalisation de l'œuvre.

1.2. Spécifications techniques générales

1.2.1. Réglementations

L'ensemble des travaux est soumis aux documents techniques suivants et notamment, le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au lot charpente, et de permettre aux entreprises consultées d'établir les propositions, sans restriction ni réserve.

Les études de conception et les travaux d'exécution des ouvrages du présent lot sont à réaliser selon les règles de l'art et les textes en vigueur au jour de la soumission et notamment le recueil des DTU dans les numéros :

- DTU.
- Règles CB 71 et NV 65.
- Règlement en vigueur concernant la protection et la sécurité contre l'incendie des ERP.
- Normes françaises AFNOR.
- Prescriptions des fabricants.
- Les règles du REEF.
- Les agréments du CSTB.
- Le décret 65/48 du 8.1.65 portant règlement d'administration publique concernant la sécurité des travailleurs et notamment dans le bâtiment et les travaux publics.

1.2.2. Spécifications d'ordre général

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'art, quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis dans les conditions d'appels d'offres et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus.

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées au dessin et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à

travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait en demander l'inscription au PV à l'architecte ou au contrôleur des travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, la réclamation serait jugée irrecevable.

Suivant les règles énoncées dans le CPS, le CCAP ou le CCTP, l'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries : gel, déshydratation, etc....

Pour pallier à ces inconvénients, il lui appartiendra de prendre toutes les précautions utiles :

- Protections diverses, bâchages, etc.
- Protections contre le vol.

Qui sont implicitement contenues dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance de son chantier.

1.2.3. Dispositions de sécurité contre l'incendie

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour assurer un degré coupe-feu des murs, planchers, conduits et tous autres ouvrages, suivant indications portées aux plans et devis descriptif, étant entendu qu'elle devra vérifier que celles-ci sont bien conformes aux normes et règlements en vigueur, en particulier à l'Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des ERP.

Les degrés de résistance au feu respecteront les termes de la notice de sécurité du dossier de demande de permis de construire et la réglementation en vigueur.

1.2.4. Vérification des quantités du DPGF

Le quantitatif joint au présent dossier n'a qu'une valeur indicative et non contractuelle. Il appartiendra au soumissionnaire, en se fondant sur le CCTP, les documents graphiques et les renseignements recueillis, de vérifier ce quantitatif suivant ses propres méthodes de calculs et d'appréciation. Toutefois afin de faciliter l'examen des offres, la décomposition devra être présentée et articulée suivant le cadre remis sous peine de non-conformité. L'entrepreneur candidat devra signaler toutes anomalies, qu'il aurait décelées, conformément aux pièces administratives.

Les prix unitaires incluent obligatoirement :

- La note de calcul.
- Les plans d'exécution et DOE
- Toutes les sujétions pour les ouvrages complets parfaitement exécutés.
- Tous les échafaudages, protections, bâchages nécessaires pendant les travaux.
- La fourniture, le transport, les stockages, la mise en œuvre, le réglage, les découpes, tous les matériaux, matériels et éléments constitutifs d'ouvrage et accessoires nécessaires à l'exécution des travaux conformément aux dispositions du CCTP. La réfection ou la réparation des ouvrages défectueux ou constatés soit en cours d'exécution, soit à la réception avec toutes les conséquences qui en découlent.

1.2.5. Coordination avec les autres corps d'état

L'entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des autres corps d'état sur le sien, et de tenir compte des sujétions éventuelles qui pourraient le concerner.

Les réservations dans les plafonds font partie des prestations, les percements nécessaires pendant sa présence sur le chantier, pourront être demandés par les autres corps d'état en temps opportun. Si ces percements s'avéraient aux yeux de l'entrepreneur, importants et susceptibles d'entraîner une incidence sur la stabilité de l'ouvrage, une validation sera demandée au maître d'œuvre. Font également partie de ses prestations, les renforts pour l'apport d'éléments lourds.

1.2.6. Connaissance des lieux

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

En particulier, lui sont parfaitement connus le lieu et ses sujétions propres, les contraintes relatives aux constructions voisines, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et les difficultés de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.

1.2.7. Phasages travaux et planning

L'entrepreneur tiendra compte dans sa proposition du phasage éventuel des travaux et du temps imparti pour l'exécution de ses travaux en respectant les autres corps d'état.

1.2.8. Déblais

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur du présent lot devra effectuer l'enlèvement des déblais et gravats lui incombant.

1.2.9. Nettoyage

Il sera exigé un chantier constamment propre, débarrassé de tous les gravats provenant de l'exécution des travaux. Chaque entreprise devra procéder à son nettoyage journalier et sur simple demande du Maître d'ouvrage.

En cas de non-réponse à cette demande, le nettoyage sera réalisé par une entreprise désignée par le maître d'ouvrage et restera à la charge de l'entreprise concernée.

1.2.10. Respect des règles d'hygiène et sécurité

Sous les directives du coordinateur SPS le chef d'entreprise et son responsable de chantier devront assurer à leurs personnels toutes les mesures d'hygiène et de sécurité pour l'exécution des travaux :

- Fournir le PPSPS
- Réaliser l'inspection commune AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX
- Eclairage correct des zones de travaux et de cheminement.
- Protection pour travail en hauteur.
- Tous moyens mécaniques de levage et manutention.
- Aération des locaux
- Règles d'hygiène et de distanciation liée au mesure sanitaire suite à l'épidémie de COVID 19

1.2.11. Documents de référence

Le présent CCTP se réfère :

- Au C.C.A.P.
- Au descriptif tous corps d'état.
- Aux plans.
- Aux notes techniques du bureau de contrôle.
- Au planning général des travaux.

1.2.12. Documents à fournir

Avant travaux :

- Dossier technique illustrant les caractéristiques des matériaux et matériels utilisés
- Certificat de provenance des matériaux et composants
- Procès-verbaux
- Plans techniques
- Plan de calepinage

- Etc.

Liste non exhaustive.

En fin de chantier avant réception des ouvrages :

- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)
- Plans de recollement conformes à l'exécution
- Les notices d'utilisation et d'entretien
- Etc.

Liste non exhaustive.

Une attestation d'assurance valable pour la période correspondante à la date de remise des offres devra être fournie et jointe à l'offre, toute offre qui ne sera pas accompagnée de l'attestation d'assurance sera considérée comme nulle.

1.2.13. Responsabilité de l'entrepreneur

L'Entrepreneur reste toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation.
- Le type de pose,
- Les conditions particulières de l'opération,
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire il fera, par écrit, les observations qu'il juge utiles au Maître d'Œuvre qui prendra alors, toutes décisions à ce sujet.

Aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés lorsque les entrepreneurs ayant suppléés, de par leurs connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes des C.C.T.P.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du présent C.C.T.P. (ou du bordereau des prix unitaires) seront réglées par référence aux Règles de l'Art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'Œuvre ne pourra atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

1.2.14. Spécificité propre au présent lot

Dans le cadre des travaux du présent lot, l'entrepreneur est réputé avoir visité l'ensemble des locaux et abords, et s'être assuré de toutes les incidences des présents travaux.

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'Art et à la Norme NF P 82-751.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.), Normes Françaises et Européennes Homologuées (NF / EN) et/ou le document suivant.

Les installations doivent être livrées complètes en parfait ordre de marche. En aucun cas, l'entreprise responsable des travaux ne pourra arguer d'omissions ou d'imprécisions des descriptifs et documents annexes, s'il y a lieu pour refuser d'exécuter dans le cadre et les conditions de son contrat tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement et à la parfaite utilisation des installations. Il appartient à l'entreprise responsable des travaux d'en apprécier l'importance et la nature, et de suppléer par ses connaissances professionnelles aux détails dont

l'emplacement, la nature ou la quantité seraient implicitement prévus dans une réalisation normale des travaux. Durant les différentes opérations liées à ses travaux, l'entreprise doit assurer la sécurité des personnes contre les risques inhérents aux dits travaux. Elle devra, pour ce faire, mettre en oeuvre tous les moyens de condamnation des baies durant les travaux, sans pour autant diminuer les largeurs de passage des paliers.

ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

La norme EN81-70 définit les conditions d'accessibilité aux ascenseurs pour tous les usagers y compris les personnes avec handicap. Les ascenseurs du projet seront réalisés conformément aux exigences de cette norme.

MATERIAUX ET PROCEDES TRADITIONNELS

Les matériaux et procédés traditionnels, en cas de non-conformité aux règles précédentes, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit soit de faire recommencer les travaux, soit d'appliquer un rabais proportionnel.

MATERIAUX ET PROCEDES NON TRADITIONNELS

Les matériaux, procédés, éléments ou équipements non traditionnels ne pourront être admis que s'ils font l'objet - soit d'un Avis Technique favorable de la Commission du C.S.T.B. - soit d'une enquête technique favorable par un Contrôleur Technique agréé. L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements non traditionnels fera l'objet d'un accord exprès entre le maître de l'ouvrage et l'entreprise.

ETUDE TECHNIQUE

L'entrepreneur fournira à l'appui de son offre une description détaillée du matériel qu'il se propose de mettre en œuvre, ainsi que les plans de principe de ses installations. L'étude sera soumise à l'approbation du bureau de contrôle. L'entrepreneur du présent corps d'état devra fournir dès le commencement d'exécution des travaux, tous les plans nécessaires pour la coordination avec les autres corps d'état et plus particulièrement avec les entreprises des corps d'état

L'entreprise devra veiller à faire toutes les études nécessaires au parfait achèvement du chantier.

GROS-OEUVRE et ELECTRICITE.

Il vérifiera et apportera son aide au maçon pour le tracé de la dalle en machinerie avec réservations nécessaires.

DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

L'entrepreneur devra fournir dans les 15 jours qui suivront la signature du marché, les plans des gaines et machinerie au titulaire du corps d'état MACONNERIE, définissant l'implantation des différents matériels, les réservations nécessaires appliquées sur la structure. Le titulaire du présent corps d'état devra se rendre compte et surveiller personnellement sur la chantier que ses indications ont été suivies et qu'en particulier les parois des gaines sont conformes, fautes de quoi, il aura à payer les démolitions, réfections et transformations, des éléments de gros-œuvre. Le dossier technique remis en fin de chantier est prévu au titre PRESCRIPTIONS PARTICULIERES, § Dossier d'exploitation et d'entretien, auquel viendront s'ajouter:

- Certificat de garantie
- Certificat de conformité des installations

RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

Avec son offre pour chaque élément mis en place tels que : armoire de manœuvre, moto réducteur, porte palière, porte de cabine et autres ; l'entreprise doit fournir le nom du fabricant, le nom du type du produit, les documentations techniques, en particulier pour les habillages des cabines. VERIFICATION DE CONFORMITE L'entreprise doit fournir au plus tard au moment de la mise en service des installations : Copie des attestations de type des composants de sécurité installés. Copie des certificats pour les autres éléments installés (câbles, chaînes, verre, etc) Certificats du réglage du parachute suivant les instructions du fabricant et calcul de la compression des ressorts dans le cas de parachute à prise amortie.

SCHEMAS ELECTRIQUES

Schémas électriques de principe : Des circuits de puissance, et Des circuits connectés aux dispositifs électriques de sécurité Ces schémas doivent être clairs et utiliser les symboles CENELEC.

MANUEL D'INSTRUCTION

L'installateur doit fournir le manuel d'instruction des éléments installés et de ses accessoires. Ce manuel d'instruction doit donner les informations nécessaires en ce qui concerne : La maintenance nécessaire de ses éléments et de ses accessoires pour leur bon état de fonctionnement. Les informations relatives à une maintenance en toute sécurité.

EXAMENS ET ESSAIS

Après une transformation importante, l'entreprise doit réaliser les essais et vérifications prévus à la Directive Européenne 95/16/CE transposée en droit français par décret 2000-810 du 24 août 2000., pour les éléments touchés par les travaux. Ces essais doivent être consignés sur des fiches individuelles à chaque installation, ils doivent être fournis au plus tard au moment de la mise en service.

COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

Le présent lot devra en outre toutes les finitions nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages, que ce soit peintures, petites maçonneries, joints, calfeutrements, etc, aucune intervention de corps d'état n'étant prévue à ce niveau.

CONTRAT D'ENTRETIEN

Le constructeur devra préciser que l'entretien complet de l'appareil sera assuré gratuitement pendant la période de garantie. Il devra joindre un projet de contrat d'entretien complet en fonction des ordonnances inter préfectorales. ESSAIS L'entrepreneur aura à sa charge les vérifications réglementaires avant mise en service. La réception ne pourra être prononcée que si les essais et vérifications ont été concluants. Font partie du présent marché:

- Les essais COPREC
 - Les essais de fonctionnement des installations jusqu'à production d'un procès-verbal favorable
 - Les essais mentionnés dans les normes NF P 82-002 et suivantes concernant les ascenseurs et les mont charges
- Le matériel nécessaire aux essais devra être fourni par l'installateur.

Les essais ne pourront se faire qu'avec le courant définitif. De ce fait, l'installateur devra demander à l'entreprise du corps d'état ELECTRICITE, un mois avant la réception des ouvrages, la mise à disposition du courant définitif.

GARANTIE ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction. Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuses, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale. Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux. Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

2. Description des travaux

Tranche Ferme :

2.1. Etudes

L'entreprise aura a sa charge les études afin d'adapter un système de d'élévateur-PMR sans fosse.

2.2. Ascenseur PMR

L'entrepreneur de présent lot devra la fourniture et la pose d'une plateforme élévatrice verticale pour personne à mobilité réduite.

Charge utile : 300 kg (à valider)

Dimension plateforme : 1000*1200 (ou autre selon recommandation de l'entreprise)

Course : du RDC au R+1 environ 3400 (à vérifier sur place)

Fosse : pas de possibilité de fosse

Vitesse de levée : 0.12 m/s.

Machinerie : Dans caisson latéral de l'appareil. (ou autre selon recommandation de l'entreprise)

Entraînement : Système a pignon et crémaillère. (ou autre selon recommandation de l'entreprise)

Montage : à définir

Sol de nacelle : Pastillé noir ou aluminium LARME.

Finition de l'ensemble : Selon catalogue fourni par l'entreprise – choix à valider par la Maitrise d'Oeuvre

Organes de commande :

- Courant de manœuvre en très basse tension avec transformateur incorporé.
- Arrêt d'urgence en cas d'obstacle.
- Sécurité fausse manœuvre.
- Boîtier de commande comportant :

En nacelle :

- Un bouton à pression maintenue.
- Un bouton d'alarme.
- barre d'appuie

Aux paliers :

- Un bouton d'appel.
- Un bouton d'alarme.

2.3. PSE - Contrat de Maintenance

L'entrepreneur pourra soumettre à la Maitrise d'Ouvrage une offre pour un contrat de maintenance de la machine avec à minima 2 visite par an et avec une intervention sous 24 heures ouvrées.

2.4. Nettoyage

L'entrepreneur doit livrer son ouvrage propre et balayé, tous les emballages et matériaux enlevés ainsi que les palettes vides.

2.5. Gestion des déchets

L'entrepreneur du présent lot aura à la charge sa gestion des déchets.